



Assemblée générale

Distr. limitée
18 mai 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session Cinquième Commission

Point 150 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti

Projet de résolution présenté par le Vice-Président à l'issue de consultations officieuses

Financement de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur le financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti¹ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Ayant à l'esprit la résolution 1063 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 28 juin 1996, par laquelle le Conseil a créé la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, et la résolution 1086 (1996) du 5 décembre 1996, par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 31 juillet 1997,

Ayant également à l'esprit la résolution 1123 (1997) du Conseil de sécurité, en date du 30 juillet 1997, par laquelle le Conseil a créé la Mission de transition des Nations Unies en Haïti pour une seule période de quatre mois,

Ayant en outre à l'esprit la résolution 1141 (1997) du Conseil de sécurité, en date du 28 novembre 1997, par laquelle le Conseil a créé la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti, et la résolution 1277 (1999) du 30 novembre 1999, par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 15 mars 2000,

¹ A/55/667 et A/55/753.

² A/55/881.

Rappelant sa résolution 51/15 A du 4 novembre 1996, relative au financement de la Mission d'appui, et ses résolutions et décisions ultérieures, dont la plus récente est la résolution 54/276 du 15 juin 2000,

Réaffirmant que les dépenses relatives aux Missions sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les États Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par les Missions, une méthode différente de celle utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participer au financement d'opérations de cette nature,

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux États membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont apporté des contributions volontaires pour la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti,

Consciente qu'il est indispensable de continuer de doter les Missions des ressources financières dont elles ont besoin pour honorer leurs engagements,

1. *Prend note* de l'état des contributions à la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, à la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et à la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti au 30 avril 2001, notamment du fait que le montant des contributions non acquittées s'élevait à 19,9 millions de dollars des États-Unis, soit 22 % du montant total des contributions mises en recouvrement pour la période allant de la création de la Mission d'appui au 30 juin 2000, constate qu'environ 65 % des États Membres ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts et prie instamment tous les autres États Membres intéressés, en particulier ceux qui ont accumulé des arriérés, de verser les sommes dont ils demeurent redevables;

2. *Remercie* les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts;

3. *Se déclare préoccupée* par la situation financière des opérations de maintien de la paix, en particulier pour ce qui concerne le remboursement des pays ayant fourni des contingents, qui ont à supporter une charge supplémentaire du fait des arriérés dont sont redevables certains États Membres;

4. *Se déclare également préoccupée* par le retard avec lequel le Secrétaire général a été réduit à déployer certaines missions de maintien de la paix créées récemment, en particulier en Afrique, et à les doter des ressources nécessaires;

5. *Souligne* que toutes les missions de maintien de la paix, en cours et futures, doivent être traitées de la même manière, sans discrimination, en ce qui concerne les arrangements financiers et administratifs;

6. *Souligne également* que toutes les missions de maintien de la paix doivent être dotées de ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter de leur mandat de manière efficace et rationnelle;

7. *Souscrit* aux conclusions et aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il en soit pleinement tenu compte;

8. *Note* que l'autorisation d'engagement de dépenses d'un montant brut de 2 201 284 dollars (montant net : 1 987 784 dollars) donnée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires conformément à la section IV de sa résolution 49/233 A du 23 décembre 1994 n'a pas été utilisée;

9. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à prélever un montant brut de 164 200 dollars (montant net : 142 900 dollars) sur les ressources prévues pour la période terminée le 30 juin 2000, afin de financer les dernières opérations de liquidation au Siège;

10. *Décide également* que les États Membres qui se sont acquittés de leurs obligations financières au titre de la Mission de police civile seront crédités de leur part respective du solde inutilisé d'un montant brut de 394 916 dollars (montant net : 523 316 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 2000, compte tenu de la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle que modifiée depuis par ses résolutions et décisions pertinentes relatives aux modalités spéciales de répartition des dépenses de maintien de la paix, les plus récentes étant sa résolution 52/230 du 31 mars 1998 et ses décisions 54/456, 54/457 et 54/458 du 23 décembre 1999 pour la période 1998-2000, ainsi que du barème des quotes-parts pour l'année 2000, tel qu'elle l'a fixé dans ses résolutions 52/215 A du 22 décembre 1997 et 54/237 A du 23 décembre 1999;

11. *Décide en outre* que, dans le cas des États Membres qui ne se sont pas acquittés de leurs obligations au titre de la Mission de police civile, leur part du solde inutilisé d'un montant brut de 394 916 dollars (montant net : 523 316 dollars) relatif à la période terminée le 30 juin 2000 sera déduite de leurs contributions non encore acquittées, selon les modalités énoncées au paragraphe 10 ci-dessus;

12. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur la liquidation des avoirs de la Mission³;

13. *Souligne* qu'aucune mission de maintien de la paix ne doit être financée par des prélèvements sur les fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session la question intitulée « Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti ».

³ A/55/667.